

Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.) n° 04/14042025

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

Ministère de la Justice

Agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle des personnes placées sous
main de justice **(ATIGIP)**,
Service de l'emploi pénitentiaire **(SEP)**,
Régie industrielle des établissements pénitentiaires **(RIEP)**.

ATIGIP - SEP - RIEP
11 rue Louisa Paulin
BP 534
19015 TULLE

www.sep.justice.gouv.fr

Objet de la consultation :

Fourniture et livraison de peintures industrielles en poudre applicables sur des produits
métalliques, destinés à l'ensemble des ateliers métallerie ATIGIP- RIEP.

SOMMAIRE

Article 1 - DISPOSITIONS GENERALES DU MARCHE	3
1.1 - Objet de l'accord cadre	3
1.2 - Tranche et lots	3
1.3 - Type d'accord-cadre	3
Article 2 – SPECIFICATIONS TECHNIQUES	3
2.1 – Quantités estimatives	3
2.2 – Spécifications techniques	3
2.2.1– Teintes standards	3
2.2.2– Teintes spécifiques	4
2.3 – Conformité	4
2.4 – Documentation technique	4
2.5 – Échantillons	4
Article 3 – PIECES CONTRACTUELLES	4
Article 4 – DUREE ET DELAIS D'EXECUTION	5
4.1 – Durée du contrat	5
4.2 – Reconduction	5
Article 5 – MODALITES D'EXECUTION	5
5.1 – Forme des commandes	5
5.2 – Commandes spécifiques	5
5.3 – Modification de la liste des produits	5
5.4 Articles sur catalogue	5
5.5 – Relations commerciales	6
Article 6 – DELAIS ET CONDITION DE LIVRAISON	6
6.1 – Délais de livraison	6
6.2 – Conditionnement - Emballage	6
6.3 – Transport	6
6.4 – Horaire et lieu de livraison	6
Article 7 – PENALITES DE RETARD	7
Article 8 – RESPONSABILITES ET OBLIGATIONS	7
Article 9 – ECO RESPONSABILITE	7
Article 10 – OPERATIONS DE VERIFICATIONS – DECISIONS APRES VERIFICATIONS	8
10.1 Vérifications	8
10.2 – Décisions après vérifications	9
Article 11 – MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX	10
11.1 – Nature du prix	10
11.2– Caractère du prix	10
Article 12 – AVANCE ET ACOMPTE	10
Article 13 – ETABLISSEMENT DE LA FACTURE – PAIEMENT	11
13.1 – Facture	11
Article 14 – RESILIATION ET LOI APPLICABLE	12
14.1– Résiliation	12
14.2 – Loi applicable	12
14.3 – Différends	12
Article 15 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	13

Article 1 - DISPOSITIONS GENERALES DU MARCHE

1.1 - Objet de l'accord cadre

Le présent accord-cadre est conclu pour le compte des ateliers métallerie ATIGIP-RIEP, dont les adresses sont mentionnées en annexe I du présent CCP.

L'accord-cadre concerne la fourniture et livraison de peintures industrielles en poudres applicables sur des produits métalliques, destinés à l'ensemble des ateliers métallerie ATIGIP-RIEP

Le titulaire s'engage à livrer dans les mêmes conditions de prix tous les ateliers ATIGIP RIEP métallerie ainsi que tout nouvel atelier qui pourrait se rattacher ultérieurement au marché.

Les produits les plus couramment utilisés sont indiquées dans l'annexe à l'acte d'engagement « AE offre de prix ».

L'ATIGIP- RIEP est susceptible de commander tous types de peinture poudre et kits de retouche (bombe aérosol) figurant au catalogue ou/et au barème de prix du candidat.

Les candidats doivent également présenter dans leur offre un contrat de traitement des déchets de peinture poudre. Chaque candidat précisera dans l'annexe AE « offre de prix » le type de traitement réalisé et le coût de cette prestation. Les candidats doivent obligatoirement joindre un modèle de contrat de traitement des déchets.

1.2 – Tranche et lots

Il n'est pas prévu de décomposition en lots, la consultation concerne la fourniture d'un seul type de produit.

1.3 - Type d'accord-cadre

Le présent accord-cadre est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6 à 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande au fur et à mesure des besoins des ateliers.

Cet Accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de commande de 130 000 €.

Article 2 – SPECIFICATIONS TECHNIQUES

2.1 – Quantités estimatives

A titre indicatif, **l'estimation annuelle**, est de 20 000 Kg.

Les quantités des articles les plus couramment utilisés sont indiquées dans l'annexe AE « offre de prix ». Ces quantités ne constituent en rien un engagement contractuel de la part de l'ATIGIP- RIEP.

2.2 – Spécifications techniques

2.2.1– Teintes standards

Les principales typologies de peinture en poudre à approvisionner sont les suivantes :

- A base de résines époxy selon la norme NFT 36-005 en famille I, classe 6b ;
- A base de résines polyester, exemptes de TGIC, selon la norme NFT 36-005 en famille I, classe 6c ;
- A base de résines mixtes – polyester et époxy – selon la norme NFT 36-005 en famille I, classe 6b / 6c.

Les peintures doivent répondre au label « Qualicoat ».

2.2.2– Teintes spécifiques

Pour les teintes spécifiques qui ne figurent pas au catalogue du titulaire, la mise au point sera effectuée en accord avec le responsable de l'atelier concerné et le titulaire.

Les délais nécessaires à cette mise au point s'entendent en sus du délai de livraison et feront l'objet d'une validation avec le responsable d'atelier. Chaque candidat doit indiquer dans l'annexe AE « offre de prix » ses délais de mise au point et le coût d'un contre-typage.

2.3 – Conformité

Chaque candidat doit joindre à son offre les fiches de données sécurités (FDS) des peintures fournies.

2.4 – Documentation technique

Pour chaque produit, les candidats doivent fournir une fiche technique détaillée avec les éléments suivants :

- La description technique du produit ;
- Les domaines d'utilisation ;
- Les propriétés d'application ;
- Les produits complémentaires nécessaires à la mise en œuvre du produit ;
- Les caractéristiques des revêtements réalisables ;
- Les coloris et leur degré de brillance.

2.5 – Échantillons

Les candidats doivent faire parvenir à l'adresse du siège à Tulle et à tous les ateliers métallerie ATIGIP RIEP leur nuancier RAL ainsi que les autres coloris disponibles. La fourniture des nuanciers sont à la charge du candidat.

Les nuanciers doivent être identifiés par une étiquette au nom du candidat.

Les candidats doivent également faire parvenir à l'atelier ATIGIP RIEP métallerie de Val de Reuil (adresse indiquée en annexe), un échantillonnage de peinture gamme extérieure brillant RAL 3011, 1018 et 9010. Les échantillons doivent être identifiés par une étiquette au nom du candidat.

Le nuancier à Tulle et les échantillons à Val de Reuil sont à adresser avant le 19 Mai 2022 à 12h00.

Les offres remises sans nuancier et sans échantillon ne seront pas examinées et seront rejetées.

Article 3 – PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe "Offre de prix" ;
- Le cahier des clauses particulières (CCP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Les avenants éventuels
- L'offre du titulaire, le catalogue général et le tarif remisé (en € HT frais de port et d'emballage inclus) correspondant. *Les conditions indiquées dans les documents du présent dossier de consultation se substituent aux conditions générales de vente.*
- Les bons de commande successifs émis au fur et à mesure des besoins.
- Les fiches techniques des produits livrés.

Article 4 – DUREE ET DELAIS D'EXECUTION

4.1 – Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an.

L'exécution du marché débute à compter de la date de notification.

4.2 – Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement par période de reconduction de 1 an. La durée maximale du marché, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

La reconduction tacite interviendra à la date anniversaire du marché, sauf d'énonciation expresse par l'une des parties, notifiée à l'autre par lettre recommandée avec accusé de réception au moins 3 mois avant l'échéance du terme en cours.

Article 5 – MODALITES D'EXECUTION

5.1 – Forme des commandes

Les fournitures feront l'objet de bons de commande comportant :

- La référence au marché,
- La désignation de la fourniture,
- Le prix unitaire HT,
- La quantité à livrer,
- Le montant total HT et TTC,
- Le lieu de livraison,
- Le délai de livraison.

Les personnes habilitées à signer les bons de commande sont les Responsables d'Ateliers ou toute personne du siège de TULLE ayant délégation de signature.

Si le titulaire se trouvait dans l'incapacité de livrer les marchandises commandées dans les délais, l'ATIGIP-RIEP se réserve le droit de commander ces marchandises à un autre fournisseur et voire de résilier le marché dans les conditions des articles 41 et 45 du CCAG – FCS.

5.2 – Commandes spécifiques

Toute commande de produits ne figurant pas dans l'offre initiale du titulaire ou n'ayant pas fait l'objet d'une adjonction de référence cf. art 5.3 du présent CCP, doit faire l'objet d'un bon de commande validé et signé par l'ordonnateur de l'ATIGIP (ou toute personne du siège de Tulle ayant délégation de signature).

En cas de désaccord sur le tarif d'une commande spécifique, ou dans le cas d'une commande ne pouvant être réalisée par le titulaire dans les délais contractuels, l'ATIGIP-RIEP se réserve le droit de faire appel à un autre fournisseur.

5.3 – Modification de la liste des produits

Toute évolution du catalogue, tout changement ou adjonction de nouvelles références, intervenant en cours d'exécution du marché, doivent être communiqués sans délai au service Achats –Marchés publics de l'ATIGIP-RIEP à TULLE

Après acceptation écrite, de l'ordonnateur de l'ATIGIP-RIEP, sous forme d'adjonction ou avenant, ces produits sont intégrés au marché. Les conditions du marché sont pleinement applicables à ces évolutions.

5.4 Articles sur catalogue

Le titulaire fournira gratuitement à chaque atelier et au siège, les documents suivants :

- Le catalogue général complet des produits de peintures et son tarif correspondant pour toute la durée du marché,
- Les nuanciers RAL classiques + les nuanciers spécifiques.
- Un catalogue des kits retouche et bombe aérosol.
-

5.5 – Relations commerciales

A la signature du marché, le titulaire s'engage à identifier au moins un interlocuteur privilégié afin d'assurer le suivi technique et commercial.

Article 6 – DELAIS ET CONDITION DE LIVRAISON

6.1 – Délais de livraison

Les délais de livraison sont mentionnés sur chaque bon de commande et sont conformes aux délais mentionnés par le candidat dans son offre : **annexe « AE offre de prix »**.

Pour toute commande, le délai de livraison maximum ne peut pas excéder **21 jours** calendaires à compter de la date de réception du bon de commande par le titulaire (mail et fax), hors contre typage. Le titulaire s'engage à accuser réception du bon de commande dans un délai maximum de 48h ouvrées à date d'envoi par le service demandeur. En l'absence d'accusé de réception de la commande par le titulaire dans le délai ci-dessus, la date d'envoi de la commande sera réputée être la date de départ du délai contractuel de livraison.

Les délais mentionnés sont décomptés en jour calendaire.

6.2 – Conditionnement - Emballage

Les fournitures sont livrées franco de port et d'emballage. Les opérations de conditionnement et d'emballage sont à la charge du titulaire.

Le candidat précise dans l'annexe AE « offre de prix » le conditionnement de chaque produit.

Le conditionnement et l'emballage sont assurés par le titulaire. Il sera rendu pécuniairement responsable des avaries qui pourraient survenir en cours de transport par suite de défaut ou d'insuffisance du conditionnement.

Une étiquette apposée sur l'emballage doit permettre d'identifier clairement la fourniture livrée.

Dans un souci d'éco-responsabilité, le titulaire s'engage à tout mettre en œuvre lors du conditionnement pour éviter les livraisons incomplètes et ce dans le but de diminuer la quantité d'emballage et de réduire les coûts de transport.

6.3 – Transport

Les fournitures sont livrées dans les locaux des ateliers de l'ATIGIP-RIEP.

En cas de livraison partielle d'une commande, tout surcoût de transport pour la livraison du solde de la commande est à la charge du titulaire.

6.4 – Horaire et lieu de livraison

La particularité des ateliers ATIGIP- RIEP est leur situation dans l'enceinte d'Établissements Pénitentiaires. Pour ces raisons, les livraisons s'effectueront sous certaines conditions qui seront précisées au moment de la commande, l'accès aux établissements pénitentiaires étant en effet subordonné à autorisation.

Avant toute livraison, il est impératif que le titulaire prenne contact avec le signataire de la commande afin de se faire préciser les modalités d'horaires et d'accès à l'établissement. Le titulaire ne peut en aucun cas déroger aux conditions d'accès.

Les adresses de livraison sont indiquées en annexe du présent CCP.

Le titulaire ne pourra faire valoir aucune problématique, y compris celles liées aux conditions spécifiques d'accès au lieu de livraison, pour justifier un éventuel dépassement des délais contractuels. Il lui appartient de prendre toutes les dispositions préalables nécessaires à la bonne exécution de la prestation, notamment en matière de logistique et de coordination avec les services de l'ATIGIP.

Article 7 – PENALITES DE RETARD

En cas de dépassement du délai contractuel, des pénalités de retard seront automatiquement appliquées, sans mise en demeure préalable, calculées par application de la formule suivante :

$$P = VR / 500$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale à la valeur de règlement de la partie des prestations en retard ;

R = le nombre de jours calendaires de retard.

Les pénalités prendront fin à la date de présentation d'un bon de livraison dûment signé et tamponné par le service bénéficiaire, attestant de la réception conforme à la commande.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, le Titulaire est exonéré de pénalités lorsque leur montant total ne dépasse pas 200€.

Article 8 – RESPONSABILITES ET OBLIGATIONS

Le titulaire est soumis à une obligation de qualité et de résultat des produits relevant du présent marché. Les délais de livraison, sur lesquels le titulaire s'est engagé doivent être impérativement respectés.

Au cas où le titulaire rencontrerait des difficultés qui remettraient en question sa capacité à respecter ses obligations contractuelles, il s'oblige à informer sans délai le responsable d'atelier et le siège RIEP de Tulle des difficultés rencontrées concernant le présent marché.

La mission confiée au titulaire revêt une importance toute particulière en raison de la nature des fournitures concernées. Son exécution ne saurait souffrir aucun retard ni défaillance, hormis la force majeure et les causes imputables à la personne publique.

En cas de défaillance à ces obligations, il sera fait application des dispositions de l'article 45 du CCAG de référence relatif à l'exécution du service aux frais et risques du titulaire ou à la résiliation du marché.

Le titulaire s'engage également à reprendre et à échanger toute marchandise défectueuse dans les meilleurs délais sans supplément de coût.

Article 9 – ECO RESPONSABILITE

Dans le cadre de sa politique de développement durable, le pouvoir adjudicateur impose au titulaire du marché le respect des engagements suivants :

- Exclusion de substance nocives pour la santé et l'environnement notamment celles interdites par la réglementation REACH ;
- Une teneur réduite en composés organiques volatils ;
- L'identification et la maîtrise de l'impact environnemental de son activité et ses produits ;
- La mise en œuvre de moyens pour le traitement et/ou destruction des déchets ;

- Le respect des normes applicables aux produits chimiques (écolabels, certificat ISO 14001)

Les candidats doivent renseigner l'annexe au CCP éco-responsabilité attestant le respect des exigences listées ci-dessus.

Article 10 – OPERATIONS DE VERIFICATIONS – DECISIONS APRES VERIFICATIONS

10.1 Vérifications

Les opérations de vérification prévues ci-dessous sont effectuées dans les conditions stipulées à l'article 27 du CCAG – FCS dans un délai maximum de 15 jours, par le responsable de l'atelier ou son représentant.

Par dérogation à l'article 27.1 du CCAG FCS, le pouvoir adjudicateur n'est pas tenu d'aviser le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications, afin de lui permettre d'y assister ou de se faire représenter.

10.1.1 Vérification quantitative

Dans le cas où la quantité fournie n'est pas conforme aux stipulations du marché, les pénalités de retard prévues à l'article 7 sont pleinement applicables pour les reliquats de commande.

10.1.2 Vérification qualitative

Elles sont effectuées selon les critères d'aspect qualitatif des peintures poudres après application.

L'ATIGIP RIEP se réserve la possibilité d'effectuer sur chaque livraison des tests d'adhérence, de résistance aux chocs et de brillance.

Ces tests peuvent être réalisés dans un délai maximum de 60 jours. Au-delà de ce délai les fournitures sont réputées définitivement acquises par l'atelier émetteur du bon de commande.

10.1.3 Procédure de vérification

Elles sont effectuées suivant les « règles de l'art » et sous la responsabilité du responsable d'atelier.

10.1.3.1 Préparation des surfaces

Les opérations de préparation des surfaces se décomposent de la façon suivante :

1° Nettoyage comportant l'enlèvement de toutes souillures, tâches de graisse et d'huile et inscriptions diverses par tous moyens appropriés ;

2° Décapage par les moyens indiqués par le fournisseur dans sa proposition ;
(A défaut sont prescrits le décapage par brossage manuel ou mécanique)

3° Dégraissage à froid ou à chaud ;

4° Dépoussiérage final.

10.1.3.2 Application des peintures

Sauf dispositions différentes et particulières précisées par le fabricant, l'application des peintures sont exécutées sur surface sèche. La température ambiante est supérieure à 5 °C et le degré d'hygrométrie de l'air ambiant est inférieur à 75 %.

10.1.3.3 Test d'adhérence des peintures (selon la norme EN ISO 2409)

Le contrôle est effectué sur un échantillon de 50 mm sur 50 mm (minimum) prélevé dans le matériau à peindre. Les conditions sont identiques à celles rencontrées au cours du procédé de fabrication des produits de l'ATIGIP - RIEP.

Six incisions parallèles sont ensuite effectuées au moyen d'un peigne de quadrillage en 4 points du support à peindre. Un papier adhésif est alors collé sur toute la surface des incisions pratiquées, puis arraché brusquement.

Deux séries de test sont effectués à une température ambiante.

Après arrachage du papier adhésif, les bords des incisions doivent être parfaitement lisses. Aucun des carrés du quadrillage ne doit s'être détaché.

10.1.3.4 Test de brillance (selon la norme ISO 2813)

Ce test est opposable au titulaire à condition que le degré de brillance requis par l'atelier soit mentionné dans le bon de commande.

Le test est réalisé au moyen d'un brillance mètre à 70° sur un support peint dans des conditions normales et identiques à celles rencontrées au cours du procédé de fabrication. Il est effectué en 10 points régulièrement répartis pour 1m² de support peint.

Tout écart constaté par rapport au degré de brillance mentionné dans le bon de commande donne lieu à un rejet de la livraison du lot concerné.

10.1.3.5 Test de résistance au choc

L'essai est réalisé au moyen du test dit « de la bille ». La hauteur de chute de la masse est de :

- 50 cm pour les tôles d'une épaisseur de 1,1 mm et plus ;
- 45 cm pour les tôles comprises entre 0,9 et 1,1mm ;
- 40 cm pour les tôles comprises entre 0,7 et 0,9 mm ;
- 35 cm pour les tôles comprises entre 0,5 et 0,7 mm.

La surface peinte ne doit présenter aucune trace d'écaillage après la chute de la masse. Dans le cas contraire, le lot de peinture concerné sera rejeté.

Le titulaire est avisé par écrit des résultats des tests négatifs. Il doit procéder à l'enlèvement et au remplacement intégral des produits rejetés.

10.2 – Décisions après vérifications

A l'issue des opérations de vérification, le Pouvoir Adjudicateur prend une décision expresse d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG – FCS.

10.2.1. Admission

Passé le délai prévu à l'article 9.1 ci-dessus, la décision d'admission des fournitures est réputée acquise. L'admission est prononcée sous réserves de vices cachés.

10.2.2. Admission avec réfaction

Une réfaction de prix sur le montant des prestations livrées est applicable, dans le cas où les opérations de vérification mettraient en évidence que les fournitures livrées ne satisfont pas entièrement aux conditions définies par le présent marché, mais peuvent être utilisées en l'état.

Les décisions d'admission assorties d'une réfaction sont notifiées dans les conditions du CCAG-FCS. Elles sont prises sous réserves des vices cachés.

10.2.3. - Rejet

Toute livraison, pour lesquelles les opérations de vérification mettent en évidence des défauts ne permettant pas une utilisation dans des conditions normales, donnera lieu à une décision de rejet.

Chaque décision de rejet est confirmée expressément au titulaire par le Responsable de l'atelier ATIGIP-RIEP concerné ou son représentant. L'enlèvement des fournitures rejetées est entièrement à la charge du titulaire.

Article 11 – MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

11.1 – Nature du prix

Pour les produits référencés à l'annexe « AE offre de prix » ainsi que pour tous les autres produits, les prix sont : **unitaire HT**.

Le prix comprend la fourniture, le transport et l'emballage, tout droit et taxe inclus hormis la T.V.A.

Les prix sont établis en Euro.

Le titulaire s'engage à faire bénéficier l'ATIGIP-RIEP des offres promotionnelles sur catalogue s'il y a lieu. En outre, dans le cadre de la pérennité de la relation commerciale, le titulaire met tout en œuvre pour proposer des prix plus compétitifs pour une commande de gros volume de produits.

11.2– Caractère du prix

Les prix des produits listés dans l'annexe AE – Offre de Prix sont révisables annuellement, à compter de la date anniversaire de notification du marché.

La formule de révision a pour but de prendre en compte l'évolution des conditions économiques à la hausse comme à la baisse.

Les prix seront ajustés en fonction de l'évolution de l'indice INSEE : IP de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 20.30 – Peintures industries Prix de marché – Base 2021 Identifiant (010763825) selon la formule suivante :

$$P(n) = P(o) \times \frac{PS(n)}{PS(o)}$$

P(n) est le prix ajusté

P(o) est le prix initial du marché réputé établi au mois de Mai 2025

PS(n) valeurs du dernier INSEE connu sur la période trimestrielle Précédant la date d'ajustement

PS(o) valeurs de l'indice INSEE de Mai 2025

En cas d'augmentation supérieur à 5%, l'ATIGIP-RIEP se réserve le droit d'engager des négociations avec le titulaire et de résilier le marché sans indemnité si aucun accord n'aboutissait entre les deux parties.

Si l'ATIGIP-RIEP constatait que le titulaire ne lui a pas fait bénéficier des baisses de tarif auxquelles il pouvait prétendre le marché pourrait être résilié sans aucune indemnité ou contrepartie financière.

Article 12 – AVANCE ET ACOMPTE

Une avance de 5% peut être accordée au Titulaire selon les conditions et modalités définies aux des articles R 2191-3 à R 2191-19 du code de la commande publique.

Une facture devra être établie par le titulaire pour toute demande d'avance.

Des acomptes peuvent être versés conformément aux articles R 2191-20 à R 2191-22 du code de la commande publique. Toute demande d'acompte devra faire l'objet d'une facture. Seules les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution du marché (livraison partielle) ouvrent droit au versement d'acomptes.

Article 13 – ETABLISSEMENT DE LA FACTURE – PAIEMENT

13.1 – Facture

Les factures sont établies portant outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Nom et adresse du créancier, date de facturation
- N° de TVA intracommunautaire
- le numéro du compte bancaire à créditer tel qu'il figure sur l'acte d'engagement.
- La désignation des fournitures livrées ;
- Le montant total hors taxes et toutes taxes comprises
- Le code de nomenclature douanière (en cas d'absence de cette information la facture pourra être retournée à son émetteur afin d'être complétée)
- Le montant HT taux TVA, montant TTC ;
- Le lieu de livraison

Les factures sont à adresser au SEP-RIEP – 11, rue Louisa Paulin – BP 534 – 19015 Tulle. Elles sont à poster sur le portail Chorus pro selon les précisions, indiquées ci-dessous ou/et indiquées dans le bon de commande

Les identifiants pour l'envoi des factures sont les suivants :

- Service de l'état ? Répondre NON (information à saisir uniquement en cas de dépôt manuel)
- SIREN : 16001203500038
- Service : indiquer le numéro de service indiqué au bas du bon de commande que vous avez reçu.
- N° d'engagement : ne rien indiquer (donnée facultative pour la RIEP)

Tous les éléments d'information pour l'utilisation de ce portail à l'adresse suivante : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures ne sont acceptées qu'après l'admission des prestations. Toute facture non conforme aux présentes dispositions sera rejetée par l'administration.

Mode de règlement – Délai de paiement

Le mode de règlement choisi par l'administration contractante est le virement. Les références du ou des comptes à créditer sont à indiquer à l'acte d'engagement et au RIB joint.

A l'exception du délai de paiement, les modalités de règlement sont soumises aux dispositions de l'article 11 du CCAG-FCS.

Les paiements sont réalisés conformément aux Chapitres I et II du titre IX du livre I du code de la commande publique (Le délai de paiement prend effet à compter de la date de réception de la facture par l'administration contractante, et se termine à la date de mise en paiement par le comptable assignataire.)

Origine de paiement

L'ATIGIP RIEP est une structure de l'Etat organisé sous la forme d'un compte spécial du Trésor créé par la loi n° 501615 du 31 décembre 1950, compte n° 909.

Comptable assignataire : L'agent Comptable de la R.I.E.P. 11 Rue Louisa Paulin – BP 534 – 19015 TULLE
CEDEX 05.55.29.99.32

Article 14 – RESILIATION ET LOI APPLICABLE

14.1– Résiliation

Le marché peut être résilié en application des conditions mentionnées dans le chapitre VI du CCAG – FCS et de l'article 10.2 du présent CCP.

14.2 – Loi applicable

En cas de litige, seule la loi française est applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

14.3 – Différends

Le présent marché est conclu et est exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution.

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable ou le recours à la médiation dans la résolution de tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent contrat ou à l'exécution des prestations.

1/ Principes communs au règlement amiable des différends

- Rappels quant aux modalités alternatives au règlement des différends

La médiation ou la conciliation par le Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics sont des processus de règlement permettant aux parties de trouver un accord à l'amiable sans procédure judiciaire classique. Leur recours vise notamment à favoriser une solution rapide et pérenne aux problèmes rencontrés, et participe à l'objectif de préserver la relation future du ministère avec ses fournisseurs.

À ce titre, chaque partie reste libre de quitter à tout moment le processus.

Dans l'hypothèse où le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause.

- Suspension des délais de recours contentieux et de prescriptions

Conformément au code de justice administrative, les délais de recours contentieux sont interrompus et les prescriptions sont suspendues à compter de la date d'acceptation des deux parties indiquées dans le courriel d'ouverture qui leur est envoyé par le médiateur ou de la date de saisine du Comité consultatif du règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics. Ces démarches interrompent les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise après la tentative de règlement amiable, ou de la constatation de l'échec de la démarche.

- Confidentialité

Sauf accord des parties, et exceptions prévues par le code de la justice administrative, la médiation ou la conciliation par le Comité sont soumises au principe de confidentialité. Ce principe vise à favoriser les échanges via la libération de la parole, l'émergence de nouvelles idées ou la clarification de situations. Aussi, les constatations et les déclarations des parties recueillies dans le cadre du règlement amiable doivent rester confidentielles. Ce principe de confidentialité ne s'applique pas aux pièces, documents et déclarations qui sont connus des parties et préexistent à la démarche, sans préjudice des mentions de protection qui peuvent les concerner.

2/ Possibilité de recourir à la médiation pour le règlement des différends

Lorsque l'acheteur et le titulaire ne parviennent pas à régler le différend à l'issue d'une procédure de réclamation, ils privilégient, avant toute saisine de la juridiction compétente, le recours à la conciliation ou à la médiation. Le Médiateur interne « relations fournisseurs », dont l'indépendance est garantie par le fait qu'il n'intervient dans aucune phase de la commande publique, peut être saisi :

Par mail à l'adresse suivante :

mediateur-fournisseurs@justice.gouv.fr

Ou par courrier recommandé avec avis de réception à l'attention de :

Monsieur le Médiateur interne « relations fournisseurs »
13 place Vendôme
75042 Paris Cedex 01

Article 15 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

- L'article 3 du CCP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 9 du CCP déroge à l'article 14 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 10 du CCP déroge à l'article 22.3 du CCAG – Fournitures Courantes et Services

Fait à, le
Signature et cachet commercial

ANNEXE CCP : adresses de livraison

Les adresses des ateliers métallerie ATIGIP RIEP sont les suivantes :

Site	Adresse
Val de Reuil	Centre de détention Les Vignettes - Chaussée de l'Andelle 27107 VAL DE REUIL CEDEX
CAEN	Centre détention 35 rue du Général MOULIN – BP 6257 – 14065 CAEN Cedex
LANNEMEZAN	Centre détention Centre Pénitentiaire– Rue des Saligues 65 300
LORIENT	Centre pénitentiaire B.P. 72 - 56275 PLOEMEUR Cedex
SAINT-MAUR	Maison centrale Bel Air 36255 SAINT-MAUR CEDEX
TOUL	Centre de détention 804 rue du Maréchal Lyautey - B.P. 305 - 54201 TOUL CEDEX
EYSES	Centre de détention Rue Pierre Doize BP 315 - 47307 VILLENEUVE-SUR-LOT
MELUN	Centre de détention 10, quai de la courtille 77011 MELUN cedex